



# Assemblée générale

Distr. générale  
13 avril 2009  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-troisième session

Points 48, 57 a) et 107 de l'ordre du jour

### **Suivi et mise en œuvre des textes issus de la Conférence internationale de 2002 sur le financement du développement, et préparatifs de la Conférence d'examen de 2008**

### **Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international**

### **Suivi des textes issus du Sommet du Millénaire**

## **Lettre datée du 8 avril 2009, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre que José Socrates, Premier Ministre du Portugal, a adressée, en tant que Coprésident du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique, à Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Président du Groupe des Vingt (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 48, 57 a) et 107 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur  
(Signé) José Filipe **Moraes Cabral**



## **Annexe à la lettre datée du 8 avril 2009 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies**

### **Messages clefs au Sommet du Groupe des Vingt**

L'Afrique est frappée de plein fouet par les effets d'une crise économique et financière dont elle n'est pas responsable. Cette crise va entraîner un ralentissement brutal de la croissance; elle aura des conséquences néfastes sur toutes les sources de financement du développement et risque de compromettre gravement l'évolution positive que l'Afrique connaît depuis cinq ans et les progrès qu'elle a accomplis en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Si l'on n'agit pas immédiatement, la pauvreté va s'aggraver et les taux de mortalité maternelle et de l'enfant vont augmenter.

Nous nous félicitons vivement de la volonté manifestée par les participants au Sommet du Groupe des Vingt (G-20) de s'entendre sur un ensemble de mesures destinées à restaurer la stabilité et la croissance économique à l'échelle mondiale. Nous estimons que le maintien de la croissance et des progrès en matière d'objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique doit en faire partie, car il contribuera à renforcer la reprise économique à l'échelle mondiale. Compte tenu des idées et des propositions déjà sur la table, nous proposons les mesures suivantes.

#### **Mesures de relance budgétaire**

Le groupe des pays africains ne dispose pas de la marge budgétaire qui lui permettrait de prendre des mesures contre-cycliques pour stimuler la croissance. L'Afrique a besoin d'une augmentation substantielle de ses ressources extérieures. Nous invitons la communauté internationale à :

- Respecter les engagements qu'elle a pris à Monterrey et à Gleneagles d'accroître l'aide publique au développement et de la rendre plus prévisible et plus productive;
- Appuyer le développement des infrastructures, notamment par le financement de prêts préférentiels à long terme;
- Prendre immédiatement des mesures pour accroître la capacité des institutions financières internationales et de la Banque africaine de développement d'accorder des prêts, notamment en augmentant leur capital; augmenter le niveau d'accès des pays africains; financer les programmes de protection et créer de nouveaux instruments plus souples, plus rapides et correspondant mieux aux besoins de l'Afrique, en évitant les conditionnalités croisées;
- Mettre au point des mécanismes de financement nouveaux, tels que l'utilisation du marché des émissions de carbone, afin d'aider l'Afrique à faire face aux conséquences des changements climatiques, dont, une fois de plus, elle n'est pas responsable.

#### **Commerce**

Nous soulignons l'importance du commerce pour la croissance et la prospérité futures de l'Afrique. Nous invitons les dirigeants du Groupe des Vingt à appuyer l'achèvement prompt et équilibré du Cycle de Doha et à s'engager clairement à

renoncer aux mesures protectionnistes qui constituent de nouvelles barrières directes ou indirectes aux échanges commerciaux. Il faut également veiller tout particulièrement à ce que l'Afrique dispose d'outils appropriés de financement et d'aide au commerce, tels que le crédit à l'exportation.

### **Investissements**

Nous soulignons le rôle essentiel joué par les investissements privés. Nous nous félicitons de l'augmentation des apports nets de capitaux privés enregistrée récemment en Afrique et de la forte croissance du volume des fonds envoyés par les travailleurs expatriés. Néanmoins, nous craignons que ces sources de revenus soient menacées et souhaitons que des mesures supplémentaires soient prises pour promouvoir les investissements, particulièrement dans les infrastructures, comme l'utilisation accrue de garanties pour la couverture du risque.

### **Renforcement de la coopération internationale en matière de fiscalité et de lutte contre les mouvements illicites de capitaux**

Les pays africains ont considérablement progressé en ce qui concerne la mobilisation des revenus nationaux. Mais leur action reste entravée par l'existence de paradis fiscaux internationaux et par les mouvements illicites de capitaux. Nous invitons les dirigeants du Groupe des Vingt à :

- Convenir d'un programme d'action immédiat concernant les paradis fiscaux;
- Faire le point d'urgence pour voir si les politiques actuelles offrent des outils efficaces de lutte contre les mouvements illicites de capitaux.

### **Réforme du système**

Nous estimons que la crise actuelle doit être l'occasion de reconfigurer le système international afin de promouvoir une croissance soutenue et durable. Les effets de la crise ont montré que l'Afrique subissait les conséquences de problèmes systémiques plus vastes. Nous nous félicitons de la participation de l'Afrique au présent Sommet et de la déclaration faite récemment par les ministres des finances du G-20 sur les questions que nous avons évoquées ci-dessus. Nous demandons que l'Afrique participe davantage à toutes les décisions prises au niveau international et, plus précisément, dans les institutions financières internationales.